

18^e congrès de l'ANECR

Plate-forme adoptée par le Conseil National de l'ANECR

Indéniablement, le congrès de notre association nationale des élus communistes et républicains se tient à un moment décisif, et à bien des égards préoccupant, pour l'avenir de notre pays et de ses habitants.

Une affirmation que chacune et chacun d'entre nous peut vérifier chaque jour, d'autant que ces sources d'inquiétudes concernent aussi directement nos fonctions d'élus et les mandats qui nous ont été confiés par les femmes et les hommes de notre commune, de notre département, de notre région, de notre circonscription.

L'ANECR, 3^{ème} force nationale d'élus, ne peut se dérober aux efforts de résistance et de construction qu'appelle la situation.

Avec 7500 élu-e-s, nous demeurons une force implantée nationalement.

Notre voix, souvent différente et riche de nos liens avec les habitant-es, peut et doit davantage compter encore. Pas pour nous-mêmes, mais parce qu'elle est utile aux femmes et aux hommes de ce pays, pour ouvrir d'autres perspectives que les choix qui prédominent aujourd'hui.

C'est tout le sens de notre congrès.

.....

Notre pays connaît une situation politique, sociale, économique et institutionnelle inédite, sous les coups de boutoirs des forces capitalistes qui cherchent à sortir de leur propre nasse. Le pire côtoie le meilleur, l'avenir est incertain. Pourtant persistent dans le peuple de gauche des valeurs, des espoirs de changements qui ne demandent qu'à se concrétiser.

Le pire c'est, avec la succession d'attentats, l'exécutif socialiste qui s'emploie à installer une logique de guerre à l'intérieur et une logique de guerre de civilisation à l'extérieur. C'est la pauvreté qui s'aggrave et touche de plus en plus de personnes, c'est la précarité et le chômage qui grandissent, avec leurs cortèges de drames humains. C'est la droite et l'extrême droite qui préparent une société plus dure encore, à l'image des programmes dangereux et néfastes qu'ils concoctent pour les échéances à venir. C'est la peur qui peut diviser en profondeur notre peuple. C'est un président et un gouvernement, dont on espérait au moins qu'ils tiennent sur des valeurs progressistes, qui travaillent à casser tous les acquis sociaux et démocratiques favorables au monde du travail et de la création. Avec l'état d'urgence c'est la criminalisation de l'action sociale et syndicale, la restriction des libertés publiques qu'ils mettent en place. Le pire c'est aussi la contre-réforme institutionnelle

Tout cela nourrit divisions, peurs, replis et un désarroi dans le peuple de gauche. Le danger de voir se structurer plus profondément et durablement dans notre peuple la recherche de solutions d'exclusion, de protection par groupes sociaux, de repli nationaliste et identitaires est fort.

Le meilleur c'est l'existence d'un mouvement social, qui même affaibli ne renonce pas. La mobilisation, pendant de longs mois, contre la loi travail et pour une réforme positive du code du travail en atteste. La convergence de lutte et d'analyse de grandes centrales syndicales de travailleurs et de la jeunesse montre la possibilité de mobilisations à caractère majoritaire. C'est la solidarité concrète d'associations, de militants, d'élus qui agissent pour la solidarité et l'accueil des migrants. C'est la réalité d'un refus, chez une majorité d'élus, de la contre-réforme institutionnelle.

Le meilleur c'est le message de paix, de fraternité, porté aux jeux olympiques par ces athlètes issus de villes et de quartiers où se concentrent les difficultés sociales.

Le meilleur c'est la persistance en particulier dans le peuple de gauche d'une recherche de perspectives pour un progrès humain et le foisonnement d'initiatives de solidarité, de partage, d'innovations sociales progressistes.

Un décalage important existe entre l'expression des refus de régressions, des divisions, de l'éclatement des solidarités, les exigences qui se formulent et le faible niveau de crédibilité des solutions politiques alternatives.

Au cœur de cette contradiction ce sont les grands enjeux mondiaux et européens (économiques, sociaux, migratoires, environnementaux et démocratiques) qui viennent percuter la République. Ils interrogent sa capacité à maintenir un contrat social basé sur la solidarité, le vivre ensemble ancré sur le partage des biens communs et lui lance de nouveaux défis de coopération, d'ouverture culturelle, d'ouverture au monde. L'urgence climatique, la transition énergétique, les ressources en eau et leur accès sont notamment de défis à relever.

Mais ces enjeux n'ont pas de solutions « naturelles », ils relèvent de choix et ne doivent rien au hasard.

L'avenir se construira dans la confrontation sur ces grandes questions et la formulation de réponses, de pratiques sociales et politiques neuves puisant dans le patrimoine de valeurs progressistes accumulées par notre peuple qui en fabriquera les contenus et contours.

En responsabilité de gestion ou non, nous sommes tous des « délégués » des électeurs et électrices qui nous ont élu-es. Nous sommes tous confrontés à la redéfinition de notre rôle dans une nouvelle donne institutionnelle, dans un étranglement financier de nos collectivités et dans une confiscation de pouvoirs démocratiques nous éloignant des citoyen-nes.

Comment redéfinir ce rôle, notre utilité, inventer de nouveaux liens avec le peuple pour favoriser son investissement citoyen ? Comment être à la fois lanceur d'alerte, diffuseurs d'information, organisateurs utiles de l'intervention citoyenne ? Comment inventer avec nos concitoyens de nouveaux espaces de dialogue et de pouvoir partagé ? Comment, localement, porter au plan politique notre volonté de rassemblement et d'innovation ?

Comment articuler « résistances » et propositions alternatives porteuses d'avenir ?

En premier lieu, il convient à partir du local de donner davantage de sens politique à nos interventions et à nos actions. Affrontons les questions de fond, redonnons du sens et la fierté populaire des politiques humaines, laïques et solidaires que nous portons. Si les intéressé-es, celles et ceux qui nous ont confié nos mandats, ne les reprennent pas en main, nous serons bien seuls face au ton de plus en plus virulent au plan local des partisans des replis identitaires, des divisions sociales et territoriales. Il n'y a pas dichotomie entre le concret quotidien et la politique nationale, européenne et mondiale. Derrière chaque décision de gestion l'action des élu-es n'est pas seulement l'utilisation positive des marges de manoeuvre, il faut rendre intelligibles des enjeux fondamentaux et reconstruire des actions de masse .

C'est une belle ambition à porter pour les élections présidentielle, législatives et la suite. Une idée forte nous anime : « Ce que vous voulez, on en fait notre mandat et les bases d'un vrai changement. C'est le moyen de barrer la route à ce pouvoir que vous ne supportez plus, à la droite et à l'extrême droite qui veulent plus violent encore, c'est le moyen de porter ensemble des propositions pour une autre majorité capable de sortir de l'impasse. »

Notre contribution pour construire une perspective de changement ?

Rendre incontournables les aspirations populaires, ce qui est commun à toutes les forces démocratiques et déjouer les risques d'éparpillement qui les menacent.

Travailler au réinvestissement d'une gauche d'espoir. Participer à donner un avenir à la France, une civilisation du commun, sécuriser le travail et la formation, une nouvelle action pour une politique de sécurité de paix de justice dans le monde, mettre en chantier une 6^e république, s'engager sur un mode de développement durable, rediscuter les traités européens, s'attaquer à la finance.

S'il ne nous revient pas d'entrer dans le choix des candidatures pour 2017, notre association doit s'investir dans les contenus de débats en cours pour retenir ce qui est commun à tous ceux qui cherchent un autre choix que de départager la droite, le FN et François Hollande.

Notre congrès sera utile si nous apportons à la réflexion collective des idées et propositions qui participent à unir le mouvement populaire et démocratique sur des valeurs de progrès. Il sera utile pour la suite si nous jetons les bases d'une meilleure visibilité de notre apport et si nous savons jeter les bases d'une organisation nationale et territoriale en phase avec les besoins des élu-es dans cette période de profondes mutations.

Cette contribution de l'ANECR pourrait se structurer autour de trois thèmes déclinés ci-dessous qui sont récurrents dans nos échanges.

Résister, proposer, rassembler pour une République et une démocratie renouvelées

Nous assistons à une contre-révolution institutionnelle, organisée à partir des collectivités locales. Il s'agit du démantèlement de la République et de l'Etat qui assuraient l'égalité, les redistributions sociales et territoriales, la maîtrise des grands services publics.

Trois objectifs sont clairement poursuivis : restreindre la dépense publique et sociale, entrer dans la concurrence européenne et mondiale, passer de la gestion démocratique à la gouvernance technocratique à tous les échelons.

Les élus sont un obstacle dans ce schéma, il faut les éloigner des citoyens. La création de communes nouvelles, d'immenses interco., de régions nouvelles en est l'instrument.

Nous sommes maintenant dans une nouvelle phase, celle de la mise en place des structures nouvelles. Les régions sont en place, les Métropoles se constituent sur tout le territoire, la carte des intercommunalités sera prête fin 2017 et redessiner le paysage d'ici 2020, des communes fusionnent (600 déjà, 3000 possibles).

Face à ce qui peut apparaître comme un rouleau compresseur, comment se situer, comment ouvrir un chantier de contre-offensive ? Que nous soyons dans des rapports de forces favorables ou isolés, notre rôle n'est-il pas de porter les besoins, les exigences populaires, d'aider à leur expression à leur transformation en action ? Notre identité d'élu-e-s ne réside-t-elle pas dans cette manière d'être dans et avec notre peuple pour aider à ce que se construisent des actions démocratiquement décidées portant l'intérêt commun ? Nous proposons partout de ne pas laisser le terrain à ceux qui veulent prendre la main, pour écarter le peuple.

La campagne « *Commune Debout* » doit nous permettre de rendre visible cette attitude à l'échelle du pays.

Cette campagne s'ancre à partir de la commune, comme lieu où se forge une histoire collective, des identités, où s'expérimentent des politiques publiques novatrices, où les luttes pour les libertés et la démocratie sont un bien commun. La commune est toujours le lieu où se matérialisent les enjeux

sociaux et démocratiques et se tissent les débats politiques (cohabitation des populations, solidarité, partage de l'espace public, sécurité, transport...). Dans le quotidien toutes les questions fondamentales y sont vécues, subies, débattues. C'est aussi le lieu où la réponse aux besoins est en tension avec les moyens pour y répondre. C'est à ce niveau que se maillent les services publics nationaux et locaux ou que se constatent leur absence. C'est le niveau possible de l'expression démocratique collective et donc de la politique.

L'attaque dont elles sont l'objet est profondément politique. Il s'agit de faire disparaître dans la proximité un espace de construction des exigences populaires et d'exercice de la démocratie. Même avec des limites, les diverses expériences de démocratie participative, directe ou active deviennent insupportables au tenant d'un libéralisme débridé. Nous avons sur ce terrain un riche patrimoine à réactiver.

Il ne s'agit pas de penser des communes mythiques, elles ont été traversées de contradiction et l'organisation présidentielle autour du maire doit être dépassée. Les mutations en cours depuis des décennies dans la vie des gens : séparation des lieux de travail et de vie, spécialisation des espaces (commerce, services, culture) qui créent des ensembles de vie élargie pour les familles et les individus. Mais il nous faut mieux intégrer que la commune, lieu d'appartenance à la communauté humaine qui la constitue, demeure le niveau où doivent s'exprimer, se matérialiser les besoins de coopérations, y compris internationales, de mises en commun de politiques publiques, de conception de l'urbanisme, des transports, des équipements, de l'implantation de services publics. Au fond, c'est le lieu où les gens confrontent leur vie réelle aux moyens d'y répondre et à leurs besoins d'être associés aux décisions.

Il s'agit aussi dans cette campagne de retravailler l'utilité de toutes les collectivités, leur rôle, leur complémentarité. Le département est aussi menacé, nous le défendons car il est le niveau de la proximité de l'aide sociale. Réaffirmons le triptyque commune, département, région comme base de l'organisation territoriale de la République.

Notre campagne se veut une contre-offensive dans la durée pour faire émerger les enjeux, converger les mobilisations, leur donner un impact national. C'est aussi une manière nouvelle de lier proximité et enjeux de société. Faire que derrière chaque problème concret se dévoilent les véritables causes et solutions, se construisent des convergences de propositions et d'action.

Elle est une manière de chercher les voies d'une nouvelle dimension de la démocratie en associant réellement aux choix les citoyen-nes en les rendant co-acteurs, co-actrices des décisions et des politiques défendues. Cette campagne est aussi l'occasion de s'adresser à des milliers d'élus-e-s qui ne se satisfont pas du sort fait aux collectivités et sont en recherche d'alternatives à cette situation

De la commune à l'Etat il faut "dé-présidentialiser" toutes les institutions, proposer de nouveaux mécanismes démocratiques pour associer le peuple aux décisions, organiser le partage réel des pouvoirs. Dans cette campagne l'ANECR devra affirmer des propositions alternatives, donner à voir ce que serait une République sans 49-3, avec un vrai pouvoir du parlement, la proportionnelle aux élections, des référendums d'initiative populaire, etc.

Résister, proposer, rassembler

Pour les besoins humains, la justice sociale et fiscale

Le budget de l'Etat 2017 se prépare avec l'annonce de nouvelles baisses de dépenses publiques et du soutien aux entreprises. Les collectivités locales vont perdre 2,8 milliards d'euros supplémentaires accentuant la situation catastrophique de la majorité d'entre elles tant sur le fonctionnement que sur

l'investissement. Les transferts de compétences en cours vont encore creuser les inégalités et peser sur les politiques sociales.

Les difficultés à « joindre les 2 bouts » questionnent de nombreux élus locaux, et sont devenues dans l'opinion, grâce à nos luttes rassembleuses, un sujet en tant que tel. Sans « illusions » sur le niveau d'une volonté transformatrice majoritaire, nos propositions sont néanmoins l'occasion de porter le fer sur l'utilisation des richesses et leur partage.

Révétons les formidables gâchis qu'entraîne le soutien sans conditions à la rentabilité des entreprises, CICE, crédit d'impôts, pacte de responsabilité qui détournent des besoins des populations des moyens qui vont grossir dividendes et spéculation. Il nous faut démonter ces mécanismes. Les rapports de Nicolas Sansu sur les conséquences de la baisse des dotations aux collectivités locales, de Brigitte Gonthier-Maurin sur le Crédit impôts recherche, de Marie-France Beaufile sur le CICE, ceux d'Éric Bocquet sur l'évasion fiscale nous donnent des éléments sur le niveau de l'argent disponible, sur les gâchis engendrés par les orientations actuelles qui compriment l'activité économique, détruisent les services publics et les politiques solidaires des collectivités. La bataille sur l'argent disponible reste d'une importance décisive.

L'autre axe porte sur les mécanismes à mettre en place pour récupérer ses sommes considérables et en réorienter l'utilisation au bénéfice de politiques publiques et sociales.

Nous ne sommes pas dépourvus de propositions.

Ces propositions, il nous faut les porter à partir de luttes concrètes faisant participer les gens. De nombreux acteurs réfléchissent et agissent sur ce terrain de la réappropriation de l'argent pour des dépenses utiles. Dans l'économie sociale, dans des mouvements comme ANTICOR, comme les collectifs pour un audit citoyen de la dette s'affirme un refus de laisser filer la finance et une exigence pour une autre utilisation. N'avons-nous pas à réfléchir à être plus en relation avec eux, à construire un grand mouvement d'exigence sur une utilisation transparente des richesses produites, orienté socialement, permettant de reconstruire des services publics et de s'attaquer aux fractures territoriales.

Nous pourrions au congrès décider d'une campagne nationale liée à « Commune Debout » sur le thème de l'argent et de son utilisation, dans la période de préparation des budgets.

Dans ce cadre la question de l'Europe, du rôle de la banque centrale, des traités doit être reposé. Une autre Europe est à construire avec les citoyens. Le parlement national doit se réapproprier les décisions budgétaires face aux décisions austéritaires des chefs d'Etat et de gouvernement. Les 80 milliards d'euros versés par Banque Centrale Européenne aux banques sont à réorienter vers l'investissement, la recherche, l'emploi et les services publics. Nous demandons la suspension des accords de libre échange (TAFTA, CETA, TISA) qui donnent aux groupes multinationaux la primauté de leurs droits sur les droits nationaux.

Dans ce cadre la question de l'Europe, du rôle de la banque centrale, des traités doit être reposé.

Résister, proposer, rassembler

Pour l'égalité et la dignité

La société se fragilise et se fragmente, les valeurs de la république sont mises à mal. La peur de l'autre, le racisme, le rejet du non semblable sont attisés en permanence. Les valeurs de progrès sont contestées au rythme de l'approfondissement d'une crise sociale et politique dévastatrice. Les enjeux internationaux sont aujourd'hui, intégrés directement dans le débat public et dans les

comportements et jugements des habitants de nos communes et quartiers. Le combat pour la paix dans le monde redevient une question centrale et doit faire l'objet de tout notre engagement d'élus progressistes et pacifistes que nous sommes.

Les attentats, la réponse par l'Etat d'urgence et la criminalisation des conflits sociaux, la restriction des libertés publiques créent un climat dangereux pour la paix civile et le respect mutuel.

Les causes de cette situation sont connues, renoncements successifs du gouvernement et du président sur non seulement les contenus d'une politique de progrès mais sur les valeurs qui ont structurées le clivage droite gauche depuis des décennies. La fuite en avant sécuritaire, la stigmatisation d'une religion, la déclaration de guerre de civilisation participent à diviser le peuple et à organiser le communautarisme.

L'éclatement des éléments d'égalités et de souveraineté citoyenne (communes, départements) qui avaient fondé les institutions autour des lois nationales, la mise en place de la primauté aux grandes régions en concurrence européenne, des métropoles et des intercommunalités autoritaires, ajoutent à ces dérives et mettent en accusation tous les élus. Cela pose en nouveaux termes la question de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Des voix s'élèvent dans la société, dans des familles de pensées diverses, des solidarités se créent pour ne pas laisser s'effondrer le vivre ensemble. La recherche des chemins nouveaux de la tolérance, du respect, de la bienveillance est active chez des militants associatifs, syndicaux, des élus. L'émergence d'un mouvement humaniste neuf, qui mette l'humain, son devenir, le vivre ensemble dans la diversité des origines et des situations sociales peut prendre corps. Cela va supposer une lutte sur le contenu des valeurs qui doivent fonder la République, le contrat démocratique et social sur lequel s'organise la vie en commun. Cela suppose aussi une lutte pied à pied contre le délitement du lien social, contre le glissement d'une partie de la population dans la pauvreté absolue, la relégation, la précarité comme perspective de vie. La contribution des élu-es de notre sensibilité, comme l'ont fait cet été nos amis Hubert Wulfranc et Michel Lebouc maires de Saint Etienne du Rouvray et Magnanville n'est-elle pas à l'articulation de ses deux nécessités : lutte concrète contre le délitement, pour de nouveaux droits, lutte politique et idéologique frontale contre les thèses de la droite et du FN et actions pour redéfinir avec nos concitoyens les valeurs de notre vie commune.

Le chantier est immense mais nous ne partons pas de rien. Là où nous sommes en gestion, nous avons commis une multitude d'actes, d'expériences, de politiques publiques innovants et utiles. Que ce soit sur la lutte contre toutes les discriminations, le droit des femmes, le respect des droits fondamentaux comme le logement, l'éducation au sens large, la sécurité, la justice etc., nos combats pour la dignité sur les coupures d'énergie les expulsions locatives, nos votations citoyennes pour le droit de vote des étrangers, nos pratiques démocratiques inventives et tant d'autres actions encore. Leur mise en partage et en cohérence est nécessaire. Il y a de quoi écrire un véritable « manuel » pour la dignité et l'égalité...

De quelle ANECR avons-nous besoin.

Ces trois enjeux ainsi déclinés interrogent évidemment la vie de notre association, son utilité, son efficacité, sa capacité à fédérer les élu-es qui se reconnaissent en elle dans toute leur diversité.

Ainsi se pose la question de la cohérence nationale de l'ANECR, riche de la grande diversité de situations politiques et de territoires.

Isolés, minoritaires dans l'opposition ou dans une majorité diverse, en responsabilité de gestion, des villages aux grandes métropoles Cette diversité de situations a toujours existé, et symbolise notre implantation.

Mais notre affaiblissement électoral, la dureté et la complexité des situations politiques, l'effritement des repères idéologiques, ainsi que les profonds bouleversements institutionnels et le sort fait aux finances locales, nous amènent à repenser la cohérence nationale de ce que nous sommes, de ce que nous portons, de ce que nous mettons en œuvre.

Ainsi, de notre expression nationale qui doit être plus forte, accompagner davantage l'ensemble de nos élu-es avec un souci d'utilité. La qualité de notre présence au dernier congrès de l'AMF est sans doute un bon exemple.

La qualité de cette expression passant aussi par sa diffusion, la réussite du lancement de notre campagne # Communes Debout sur les réseaux sociaux est encourageante.

La refonte -en cours- de notre site internet devrait nous aider en ce sens, et devrait par ailleurs permettre de devenir un bel espace de vie utile pour tous les élus de notre association dans leur diversité.

Ainsi, de notre capacité à créer et faire vivre des collectifs nationaux d'élu-es sur des thématiques précises.

Les trop rares exceptions où cela fonctionne, démontrent combien c'est utile pour appréhender la complexité de la société, les problématiques auxquelles les élu-es sont confrontés. Cela permet de confronter les points de vues, de mettre en commun expériences, compétences et réflexions, et de dégager des propositions concrètes utiles aux élu-es – y compris dans leur rapport aux habitant-es -. Cela donne aussi sens à notre association.

Ainsi de nos liens avec les groupes parlementaires, qu'il nous faut améliorer encore, tant leur apport nous est précieux, et tant notre activité et nos liens avec des élu-es divers peuvent nourrir leurs actions.

Ainsi, de l'accompagnement des ADECR qui rencontrent souvent des difficultés, et qu'il nous faudra lever ensemble, en tenant compte des forces et des spécificités en présence.

En tenant compte aussi des bouleversements institutionnels.

Ce dernier élément - exacerbé par les résultats électoraux des derrières municipales, départementales et régionales - n'est pas sans interroger l'organisation même de notre association.

Comment ce nouveau paysage institutionnel - de la fusion de communes à la création de métropoles et de " grandes régions " - modifie-t-il notre manière d'exercer nos mandats ?

Comment combattre la prédominance " technocratique " de ces nouvelles institutions pour faire émerger le " politique " et lui rendre sa juste place ?

Quels rôles des ADECR dans ce cadre ? Quels besoins de travail commun entre ADECR et élus éloignés géographiquement mais concernés par les mêmes enjeux territoriaux et institutionnels ?

Comment concrétiser ces besoins nouveaux ?

Quelles solidarités nourrir entre élu-es ?

Ne faut-il pas favoriser la création de " nouveaux intergroupes " réunissant conseillers municipaux, communautaires, et métropolitains, permettant ainsi à tous les élus concernés d'être informés, de se doter de nouveaux moyens politiques d'actions et d'expression et de contribuer à l'efficacité collective ?

Comment aussi ce remodelage institutionnel, accentué par l'appauvrissement des finances publiques, nous ouvre des rassemblements possibles avec d'autres élu-es, attachés aux fondements de la République ?

Tant de questions auxquelles nous devons répondre ensemble, en prenant soin de mettre à plat les problématiques posées, la diversité des situations, et les besoins qui s'expriment.

Poser la question du rôle de notre association et de la prise en compte de ce qui a changé ces toutes dernières années, c'est aussi poser la question de sa direction et de la prise en compte de

l'émergence d'une nouvelle génération d'élus dans une riche diversité d'expériences et de parcours. C'est à cela que nous devons travailler ensemble, dès maintenant.

A bien des égards inquiets sur la situation de notre pays, nous pouvons et devons néanmoins relever ces défis énoncés en partant aussi de ce que nous sommes capables de produire, de nos engagements multiples d'élus, y compris dans les associations, les organismes et syndicats divers.

Ne sous-estimons non plus les liens que nous savons entretenir avec les habitants, la qualité et la quantité de notre travail individuel et collectif, le respect et l'écoute des habitants et nos pairs.

Ne sous-estimons pas non plus nos outils, comme notre magazine « l'élus d'aujourd'hui », renouvelé, unique dans le paysage des associations d'élus.

Certes, il n'a pas l'audience qu'il mérite, mais par-delà la question importante de la viabilité financière du journal, son apport à la cohérence nationale indispensable à une association d'élus telle que l'ANECR est essentiel.

Il est un bon vecteur d'informations et d'idées, de formation aussi.

Formation des élus sur laquelle nous devons porter une attention renouvelée, partageant cette idée simple développée par le CIDEFE qu'un élu qui se forme est un élu qui se donne davantage de moyens d'agir avec les citoyens.

.....
Les tâches qui s'annoncent sont donc ardues.

Pour autant, alors que tant de nos concitoyens sont en souffrance, en recherche de solutions pour une vie meilleure, que tant d'élus de toutes tendances s'interrogent sur l'avenir de leurs collectivités et de la République, l'ANECR prend le parti de la résistance, de l'action et de la construction d'un nouvel espoir dans notre pays. Humains et solidaires, en actes !

